

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1910 - 29 septembre 1994 - 5 F

D 1910 AMÉRIQUE LATINE: LES 50 ANS DE LA BANQUE MONDIALE

1994 marque le cinquantenaire de la fondation à Bretton Woods de deux institutions qui font beaucoup parler d'elles: le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). *"La stratégie du développement que (la Banque mondiale) applique attache principalement de l'importance aux investissements qui peuvent améliorer directement le bien-être des masses pauvres des pays en développement: l'objectif primordial est de rendre ces populations plus productives et d'en faire des partenaires actifs dans le processus de développement économique"* (Banque mondiale, Rapport annuel 1992, p. 5). Et la banque d'ajouter que *"le rétablissement de la croissance économique - qui est la pierre angulaire du succès de l'effort de développement et de lutte contre la pauvreté - passe inévitablement par l'ajustement structurel"* (Ibid.). C'est précisément sur la question du coût social de cet ajustement structurel - coût considéré comme transitoire par les uns, mais comme cassure définitive de la société par les autres - que porte le point de friction majeur (cf. DIAL D 1805).

C'est les 29 et 30 septembre 1994 que le FMI et la BM célèbrent officiellement leurs 50 ans d'existence. A cette occasion nous donnons deux documents critiques. Le premier émane d'un membre du "groupe de travail Organisations non gouvernementales (ONG) - Banque mondiale" et de son Comité d'initiatives; l'auteur de cette lettre de démission est Pierre Galand, secrétaire général de Oxfam-Belgique, une ONG d'origine anglaise. Le second émane du groupe anglais EarthAction.

Note DIAL

1. Lettre à M. N'Diaye Hzié, co-président ONG, et à M. James Adams, co-président de la Banque mondiale

A la veille du 50e anniversaire de l'Organisation des Nations unies et de celui des institutions de Bretton Woods, je souhaite me retirer du Working Group NGO's/WB et de son steering group.

Ma démarche m'est dictée par un souci d'honnêteté intellectuelle et d'honnêteté vis-à-vis de nombreux amis avec lesquels je travaille dans les pays dits du tiers monde.

Ayant eu l'occasion, durant ces trois dernières années, d'observer les comportements de la Banque, je souhaite rejoindre aujourd'hui ceux de mes collègues des ONG qui estiment que seule la dissidence est promesse d'alternative, de justice et de coexistence pour les peuples de notre planète.

J'espérais que, travaillant ensemble au sein du groupe ONG/Banque mondiale, nous aurions fait des pas dans la direction du co-développement, de la prise en charge du sort des populations les plus démunies.

Il n'en est rien, que du contraire... L'état de pauvreté s'approfondit chaque jour davantage, la faim tue plus sûrement que la pire des guerres, le nombre de malades sans soins, de jeunes analphabètes, de sans-logis, de sans-travail augmente chaque jour à un rythme sans précédent.

Les remèdes de la Banque mondiale pour le développement sont des remèdes empoisonnés qui accélèrent le processus.

En mon âme et conscience, je suis obligé de vous dire ASSEZ ! Vous avez volé le juste discours des ONG de développement sur l'éco-développement, sur la pauvreté, sur la participation populaire. Dans le même temps, vos politiques d'ajustements structurels et vos actions accélèrent le "dumping social" du Sud en l'obligeant à se profiler sans défense sur le marché mondial.

Grâce à vous et vos collègues du FMI, les entreprises multinationales se délocalisent car vous créez les conditions de production à coût social réduit. Le résultat de vos interventions conjointes FMI/BM se traduit par une pression constante sur l'ensemble des économies pour plus de compétitivité, plus de performances. Un tel objectif n'est lui-même atteint que par des pressions sans cesse plus fortes sur les gouvernements pour qu'ils économisent et réduisent les acquis sociaux jugés trop coûteux. Cela revient à dire que les seuls gouvernements qui sont de bons élèves à vos yeux, sont ceux qui acceptent la prostitution de leurs économies aux tenants des rênes des multinationales et des grands groupes de la finance internationale.

La Banque est l'institution mondiale, en charge du développement, la plus importante, mais elle est aussi la plus arrogante de ces dernières décennies par son attitude. Elle a un pouvoir d'intervention, jamais égalé, dans les affaires du monde et dans les affaires intérieures des États. C'est elle qui dicte les conditions du développement, sans n'avoir de compte à rendre qu'à elle-même.

La Banque a appris à faire d'excellentes analyses, elle est capable de dire ce qui est important: la participation populaire - celle des femmes en particulier -, la lutte prioritaire contre la pauvreté, la nécessité de protéger l'environnement.

La Banque va plus loin car elle défend le principe des droits de l'homme, des minorités et fait pression sur les gouvernements en ce sens. La Banque est même capable de faire des propositions fort intéressantes pour dire ce qui est utile pour le développement de tel ou tel groupe de population.

La question est alors: pourquoi d'aussi beaux discours accompagnent-ils une pratique aussi scandaleuse, car la pratique de la Banque est de conditionner ses interventions à des politiques, socialement criminelles, d'ajustements structurels?

La Banque est très bien renseignée sur l'état de pauvreté, d'appauvrissement et d'abandon de populations importantes de notre planète. Dès lors, s'agit-il de pur cynisme, s'agit-il de politiques mensongères?

Je pense, pour ma part, que la Banque est simplement l'objet d'un très grand malentendu pour la plupart d'entre nous, car, quoi qu'elle dise, la Banque est l'instrument au service de l'orthodoxie d'un modèle de croissance basé sur la compétition et non sur la coopération.

Elle a pour tâche de faire en sorte que tous, petits et grands, puissent participer au grand marché mondial. Or, très rarement, et en tous cas pas aujourd'hui, la croissance n'a signifié "développement".

En cette fin de siècle, croissance et compétition sont devenues un moyen d'enrichissement accéléré et disproportionné de minorités et n'ont plus d'effets de développement ni de coopération ou de redistribution.

Les inégalités sont de plus en plus criantes, les affamés sont légion, ils meurent sans soulever la révolte et l'indignation.

Aussi longtemps que la Banque maintiendra ses choix insensés en matière de politique d'ajustement structurel, nous devrions tous nous mobiliser et mobiliser le plus grand nombre des victimes de ce type d'interventions pour la combattre.

Après avoir participé au dialogue avec la Banque durant trois ans et demi, au sein du groupe de travail des ONG, je veux donc présenter ma démission au groupe, car il m'est apparu clairement qu'il n'y a pas d'espace pour humaniser la Banque.

L'Afrique se meurt... mais la Banque s'enrichit; l'Asie et l'Europe orientale se voient piller toutes leurs richesses... et la Banque appuie les initiatives du FMI et du GATT qui autorisent ce pillage, tant matériel qu'intellectuel. L'Amérique latine, comme d'autres continents, voit avec horreur ses enfants servir de réserve de main-d'oeuvre ou, pire encore, de réserves d'organes pour ce nouveau marché des greffes avec l'Amérique du Nord.

Le discours de la Banque sur les indispensables sacrifices de reconversion structurelle nécessaires à la mondialisation de l'économie et des marchés serait, en quelque sorte, l'indispensable "traversée du désert" pour arriver à l'Eden du développement.

Je refuse d'adhérer à cette fatalité indispensable et regrettable, prêchée par la Banque mondiale et préfère participer au renforcement des organisations, des paysans sans terre, des enfants des rues, des centres d'accueil pour les femmes qui refusent de se prostituer dans les grandes villes asiatiques, des travailleurs et des syndicats qui luttent contre le pillage de leurs ressources et le démantèlement de leur capacité de production.

Je sais, par ma longue expérience, qu'il y a de nombreux amis des ONG qui pensent que le dialogue avec la Banque est une bonne manière de changer le comportement de cette institution vers une meilleure compréhension des exigences de la coopération pour le développement.

Je respecte leur position; de même, je respecte l'attitude de ces fonctionnaires de la Banque mondiale qui espèrent que le dialogue avec les ONG serait porteur de changement dans les analyses et initiatives de la Banque mondiale.

Après cette longue expérience au sein du groupe de travail, je me retire avant le terme de mon mandat, car je refuse d'être complice de la Banque.

Mes vœux à l'adresse de la Banque, en cette fin 1993, seront simples: 50 ans ça suffit... Vous êtes l'un des principaux ennemis des pauvres et des droits qu'ils ont défendus au sein de l'Organisation des Nations unies.

Vous êtes aujourd'hui la plus incroyable et extraordinaire machine de relations publiques pour imposer au monde un sentiment désastreux de fatalité du développement réservé à quelques-uns et de la pauvreté inévitable de ceux qui ne sont pas assez performants et compétitifs.

La relance de l'économie du développement, celle qui est promotrice de justice sociale par l'accès du plus grand nombre au revenu du travail nous impose de trouver d'urgence quelle autre institution doit vous remplacer en vue de permettre aux peuples de participer et d'être bénéficiaires des actions qui leur rendront dignité, autosuffisance alimentaire et droit à la diversité dans le co-développement.

En me retirant, je salue mes collègues auxquels je conserve mon estime, de même que je garde une appréciation positive à l'égard de nombreux fonctionnaires de l'institution qu'est la Banque mondiale.

Seul un regroupement et un nouveau combat pour la transformation de l'Organisation des Nations unies et des institutions de Bretton Woods sera en mesure de créer des conditions nouvelles pour la guerre à la faim et le co-développement solidaire.

2. Réforme de la Banque

Les défenseurs de la Banque mondiale prétendent que celle-ci s'est déjà engagée dans un processus de réformes internes. En réalité, des progrès modestes ont été enregistrés ces dernières années. La Banque a constitué un département environnemental, a établi un panel d'inspection pour s'occuper des plaintes contre les projets de la Banque et a augmenté ses prêts aux régions frappées par la pauvreté. Le président de la Banque, Lewis Preston, a institué une évaluation annuelle pour suivre la progression de la réduction de la pauvreté et il affirme que la Banque cherchera à assurer la participation des pauvres à la conception et à l'exécution des projets.

Mais des mesures plus fondamentales doivent être prises, de sorte que le changement perçu au niveau de la rhétorique de la Banque puisse se traduire par un changement plus effectif au niveau de l'action. Une mesure importante serait pour la Banque de cesser de financer des "méga-projets", en particulier ceux impliquant des déplacements à grande échelle de populations locales.

Bien plus de ressources de la Banque devraient être consacrées à ce dont les populations les plus pauvres du monde nécessitent le plus: soins de santé primaire, planification familiale, eau propre et assainissement, et éducation de base. Mais au-delà de tout ça, la Banque mondiale devrait devenir littéralement une banque au service des pauvres - et non pour les gouvernements - en rendant massivement disponibles des crédits à petite échelle aux secteurs de faibles revenus dans le tiers monde. Le programme des Nations unies pour le développement estime qu'à peine \$ 10 milliards d'investissements supplémentaires suffiraient à permettre l'accès à des "micro-crédits", plafonnés à \$ 100, à 10% des 1,2 milliards de personnes qui vivent dans une pauvreté absolue. Bénéficiant de soins de santé, d'éducation, d'aptitude à décider de la taille de leur famille et d'un accès aux crédits, les pauvres seront capables de se frayer un chemin, hors de leur pauvreté, d'une manière bien plus efficace et plus créative qu'à travers tout schéma gouvernemental de création d'emplois.

La mise à disposition de crédits de petite échelle, à travers des institutions comme la Grameen Bank, a, dans certains pays, aidé des millions de pauvres à faire les premiers pas hors de la pauvreté absolue. Comme par ironie, les pauvres, emprunteurs de la Grameen Bank, ont des taux de remboursement meilleurs que ceux des pays qui doivent de l'argent à la Banque mondiale et autres bailleurs multilatéraux.

A l'évidence, prêter directement aux pauvres ne pourrait être manipulé par une bureaucratie centralisée à Washington. Cela nécessitera d'être effectué à travers des fondations communautaires ou autres institutions locales, non seulement avec des responsables gouvernementaux et des employés de la Banque, mais avec aussi, représentés au sein de son comité directeur, des groupes de citoyens locaux. D'aucuns diraient que la Banque mondiale est trop engagée dans la voie qui est la sienne pour opérer une telle transformation fondamentale. Si cela s'avère être le cas, nos gouvernements devraient réorienter leurs financements vers des agences plus aptes et ayant plus de volonté à accomplir ce travail.

Le point clé est ceci: les \$ 23 milliards, dépensés chaque année pour la lutte contre la pauvreté, doivent être dépensés par et pour les pauvres.

Si la Banque souhaite sérieusement atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté, elle se doit de repenser ses priorités. Mais comme pour toute institution bureaucratique, ce changement n'aura lieu qu'avec des pressions exercées de l'extérieur. Le conseil d'administration de la Banque est formé de 155 ministres nationaux des finances qui nous sont redevables de comptes, nous électeurs et contribuables. Il nous appartient de leur faire savoir que nous voulons qu'ils changent la Banque mondiale ou qu'ils utilisent d'autres canaux pour assurer que notre argent parvienne aux enfants, aux femmes et aux hommes qui vivent dans la pauvreté absolue.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441